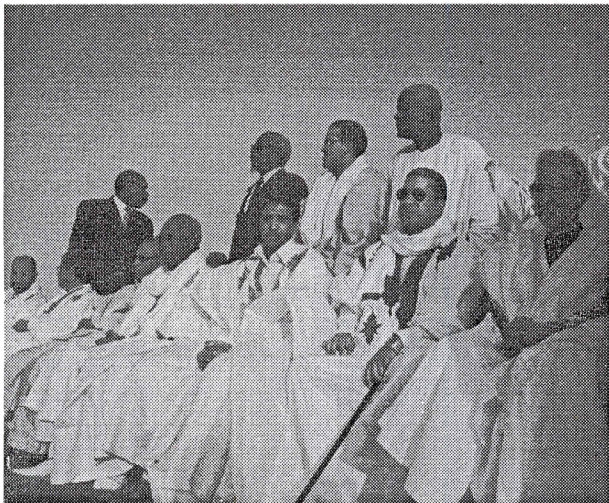


La COD organise un grand meeting à Nouakchott

Le ton monte

La Coordination de l'Opposition Démocratique (COD) a organisé un meeting populaire sur la grande place de la mosquée Ben Abass, le samedi 17 avril dernier. Un rassemblement-monstre où l'on a noté la présence de tous les leaders de l'opposition, historique et "classique", Messaoud Ould Boulkheir, leader de l'Alliance Populaire Progressiste (APP) et président de l'Assemblée nationale, Ahmed Ould Daddah, président du Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD) et chef de file institutionnel de l'opposition, Mohamed Ould Maouloud, président de l'Union des Forces de Progrès (UFP), etc.

Suite en page 3



Suite de la Une

Le ton monte

Mais les autres responsables des partis membres de la coordination ont tenu, eux aussi, à faire acte de présence: Yahya Ould Ahmed, président du Pacte Nationale pour la Démocratie et le Développement (PNDD-ADHIL), Louleïd Ould Weddad, président du Rassemblement du Peuple Mauritanien (RPM), Mohamed Yehdhi Ould Moctar El Hacem, leader de "L'Alternative" et le groupe des amis de l'ancien chef de l'Etat, Ely Ould Mohamed Vall, représenté, notamment, par maître Mahfoudh Ould Bettah, ex-bâtonnier de l'Ordre National des Avocats (ONA), ministre de la Justice sous la transition (2005-2007), accompagné de d'autres personnalités de la mouvance.

Le meeting de samedi dernier a été marqué par l'annonce de la mise sous le boisseau de la demande de l'opposition pour un dialogue national inclusif, clause importante, on s'en souvient, de l'accord de Dakar sur la base duquel la Mauritanie post-six-aoûtard a retrouvé les sentiers de l'ordre constitutionnel. De fait, l'accord avait déjà fait l'objet d'un enterrement de première classe, de la part du président de la République, Mohamed Ould Abdel Aziz, à l'occasion d'un autre meeting organisé, le 13 mars dernier, dans la commune d'Arabat.

Résultat des courses: les "ennemis" politiques du régime post-élection présidentielle du 18 juillet 2009 exigent, désormais, le "débarquement immédiat" du président de la République qu'ils jugent "incompétent" à mener les affaires d'un pays engagé dans une course folle vers le mur. Devant une foule-monstre, évaluée à plusieurs milliers de personnes - un exploit remarquable, vu les difficultés de mobilisation des Mauritanien en période non-électorale - et une chaude ambiance. Celle-là même qu'affectionnent les hommes politiques en ce qu'elle leur renvoie l'image de leur popularité et les met, parfois, dans une espèce de transe euphorique.

Feu croisé d'attaques contre le président

Pour animer la manifestation et tenir l'assistance en haleine, plusieurs leaders

ont pris la parole. Et l'on peut dire qu'aucun n'a mâché ses mots, en cette après-midi d'avril, dans la lignée des grands meetings électoraux de 1992, 2003, 2007 et 2009. Un véritable tir de barrage, un feu croisé d'attaques contre le pouvoir et son incarnation, le président Mohamed Ould Abdel Aziz. Mohamed Ould Maouloud (UFP) a balayé, d'un revers de la main, la thèse de la tourmente identitaire: "il n'y a pas de d'antagonisme ethnique et identitaire!", a-t-il martelé, "la réalité actuelle du pays est l'expression d'une crise politique consécutive au renversement du régime, démocratiquement élu, du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi". Un acte dont le responsable est l'autoproclamé président des pauvres. Autre prétention qui, confrontée à l'épreuve des faits, étale, au grand jour, ses limites. Et de rappeler le démantèlement des populations de Hay-Sakine.

Tous les autres orateurs vont dans le même sens: Ahmed Ould Daddah, Bâ Mamadou Alassane, président du Parti pour la Liberté, l'Égalité et la Justice (PLEJ), l'ancien Premier ministre, Yahya Ould Ahmed Waghef, président du PNDD-ADHIL, Mahfoudh Ould Bettah. Tous mettent à nu les "faiblesses et incohérences" d'un pouvoir incapable d'assumer ses responsabilités nationales. Ould Ahmed Waghef présente, notamment, le rassemblement comme le "dernier avertissement" au pouvoir pour amorcer un dialogue et sauver les meubles. Maître Bettah plaide, lui, pour un "sursaut national", seul capable de mettre fin à une "dérive aux conséquences imprévisibles". Ahmed Ould Daddah met en avant "l'incompétence" de la tête de l'exécutif. Le bouquet final est laissé à Messaoud Ould Boulkheir, qui assure la présidence tournante du COD. Le tribun siffle la fin du temps où l'opposition démocratique affichait toutes ses dispositions pour un dialogue national. Il exige "le départ sans condition" du président Mohamed Ould Abdel Aziz et annonce cette éventualité comme l'inévitable épilogue de la crise actuelle. L'intervention du leader de l'APP et président de l'Assemblée nationale, est toute dans le style, caractéristique, du personnage, haut en couleur et redoublé tribun. Ould Boulkheir a harangué et subjugué une foule, aux anges devant son dis-

cours guerrier et sans concession.

L'organisation de ce meeting aura démontré la capacité, intacte, de mobilisation d'une opposition qui ne s'est pas effritée au fil du temps. Un fait atypique, dans le contexte historique de la Mauritanie, toujours marqué par des ralliements, massifs, au pouvoir, une fois le vainqueur de l'élection présidentielle connu. Le deuxième enseignement porte sur la poursuite du dialogue de sourds et de la surenchère, sur fond de crise multidimensionnelle.

Quelles perspectives pour la scène politique?

Le meeting du week-end dernier apparaît comme une réponse du berger à la bergère, après la manifestation d'Arabat, côté majorité. Pour montrer de quel bois il se chauffe, le président de la République, parfois présenté comme un homme aux fortes convictions et même "têtu", dispose de la possibilité constitutionnelle de dissoudre l'Assemblée nationale, histoire de faire payer à Messaoud Ould Boulkheir son audace, dans la mesure où une telle option ferait perdre, à celui-ci, son poste. La dissolution est, toutefois, une arme à double tranchant, en ces temps de crise et d'incertitudes pour un régime dont les partisans, parmi lesquels de nombreux néophytes, ont du mal à gérer l'espace politique.

En cas d'effet-boomerang - défaite aux élections législatives anticipées - la majorité actuelle, qui ne cache un rapport "amoureux" avec le gâteau du pouvoir, serait contrainte de le partager dans un nouvel attelage de cohabitation.

Quant à la bataille "non-conventionnelle", la première faute grave de l'un ou l'autre des protagonistes se payerait cash. En succombant à la tentation, facile, de la répression par l'embastillement de ses opposants, le pouvoir commettrait cette gaffe. Pour le COD, la pire des erreurs serait un recours à la rue, pour faire tomber Ould Abdel Aziz par des manifestations violentes. Entre ses deux extrêmes, la Mauritanie retient son souffle et attend des jours meilleurs.